



No 4

POUR PUBLICATION IMMEDIATE
le 15 février 1968.

Quatrième conférence du Commonwealth sur l'éducation

M. Paul Martin, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, a annoncé aujourd'hui la composition de la délégation du Canada à la Quatrième conférence du Commonwealth sur l'éducation qui se tiendra à Lagos, au Nigéria, du 26 février au 9 mars 1968. La délégation comprendra des représentants des ministères provinciaux de l'Education, du monde universitaire et d'organismes qui, sous diverses formes, collaborent à l'éducation dans le Commonwealth. En voici les membres:

Président: M. J.F. Leddy, président et vice-chancelier de l'Université de Windsor.

Vice-présidents: M. L.H. Bergstrom, sous-ministre de l'Education de la Saskatchewan.

M. J.-G. DeGrace, sous-ministre de l'Education du Nouveau-Brunswick.

Membres: M. T.C. Byrne, sous-ministre de l'Education de l'Alberta.

M. C.W. Dickson, sous-ministre associé de l'Education du Québec.

M. A.G. McCalla, doyen des études supérieures à l'Université de l'Alberta.

M. F.K. Stewart, secrétaire-général de
la Troisième Conférence du Commonwealth
sur l'Éducation.

Mgr J. Garneau, directeur associé de
l'Association des universités et collèges
du Canada.

La délégation comprendra aussi des représentants du
Bureau de l'aide extérieure et du ministère des Affaires extérieures.

RENSEIGNEMENTS POUR LES JOURNALISTES

Cette conférence est la quatrième d'une série qui a été
créée principalement pour favoriser un échange de vues sur les programmes
gouvernementaux de collaboration à l'éducation à l'intérieur du
Commonwealth plutôt que sur l'éducation dispensée dans le Commonwealth
comme telle. Lors de la première conférence tenue à Oxford en 1959,
quatre types de coopération ont été recommandés: un programme de bourses
d'études et de perfectionnement du Commonwealth, la formation des maîtres,
l'offre des services de maîtres dans d'autres pays du Commonwealth et la
formation technique et professionnelle. Le progrès de ces programmes a
été étudié et de nouveaux champs de coopération envisagés au cours d'une
deuxième conférence, tenue à New Delhi en janvier 1962. Les délégués à
la conférence d'Ottawa, en 1964, ont passé en revue les progrès réalisés
depuis la conférence de New Delhi dans les domaines de coopération déjà
établis.

Les délégués à la conférence de Lagos vont s'entretenir de l'éducation et de la formation dans leurs rapports avec les progrès sociaux et économiques, avec l'alphabétisation des adultes, la formation agricole et le développement communautaire. La conférence étudiera également les dernières découvertes en matière d'utilisation des grands organes d'information à des fins éducationnelles, l'établissement des programmes d'études aux niveaux primaire et secondaire dans les écoles rurales et urbaines et l'apport des bibliothèques à la cause de l'éducation.

Un des sujets les plus importants inscrits à l'ordre du jour, tout comme aux conférences antérieures, est le programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth. Selon ce programme, les pays du Commonwealth offrent 1,000 bourses aux citoyens des pays du Commonwealth, dont 250 sont fournies par le Canada pour fins d'études faites au Canada. Ce programme est fondé sur les efforts conjugués et la collaboration de tous les pays du Commonwealth et il compte pour beaucoup dans le maintien et le raffermissement des idéaux communs qui font l'unité du Commonwealth. Ce programme est un enrichissement pour chacun des pays du Commonwealth en ce qu'il permet à un nombre croissant des plus doués de ses citoyens de puiser à la diversité des ressources disponibles à l'intérieur du Commonwealth en matière d'enseignement et qu'il favorise ainsi au niveau le plus élevé l'égalité des chances en éducation. La plupart des bourses décernées selon le programme vont aux candidats, hommes et femmes, qui semblent les plus prometteurs au point de vue intellectuel et qui devraient donc fournir l'apport le plus précieux à la vie de leur propre pays à leur retour de l'étranger.

Le secrétaire général du Commonwealth sera secrétaire général de la Conférence, dont il devra assurer l'organisation, en quoi il sera aidé par le gouvernement du pays d'accueil, le Gouvernement militaire fédéral du Nigéria.